

La transition sociale de la société

Harvey L. Mead

Mes propos sur notre avenir comme société « paysanne et villageoise »¹ ne se disent pas. Pourtant, dans une perspective qui cherche à répondre aux protestations du printemps arabe, de los indignados et de Occupy Wall Street, ils vont presque de soi. Notre défi est aujourd'hui de gérer la constatation que les échecs des conférences des parties (COP) découlant de Kyoto consacrent l'échec plus global du développement et que les effondrements arrivent à courte échéance. Les interventions des pays du G77 à Varsovie nous obligent encore une fois de reconnaître que le défi est loin d'être seulement environnemental. Il est même plus social. Alors que l'échec du mouvement environnemental n'est presque que de contraintes, celui du mouvement social offre en même temps de l'espoir pour la société de profonde sobriété qui nous attend.²

1. Échec du mouvement social

Lors d'une rencontre à Joliette en avril 2012, les organisations de l'économie sociale et solidaire ont pu entendre Alain Lipietz, économiste et ancien Vert du Parlement européen, sur l'échec des trois décennies précédentes en matière de développement³.

Fondamentalement, tout d'abord : que l'Humanité a perdu. Elle a perdu une bataille. Dans les 20 ans qui se sont écoulés depuis Rio 92, l'hégémonie du capitalisme libéral a balayé littéralement tous les engagements, tous les espoirs du premier Sommet de la Terre. Nous en étions, en 1992, à la dixième année de ce que certains économistes appellent le modèle néolibéral. C'est-à-dire : ce nouveau modèle de développement capitaliste, mis en place sur les ruines du modèle « social-démocrate » ou « fordiste » ou « keynésien », qui avait régné pendant les 30 glorieuses années de 1945 à 1975. ... La victoire du modèle libéral sur les engagements de Rio aboutit à cette catastrophe : la crise économique et écologique mondiale que nous connaissons actuellement. Rio+20 s'ouvre dans cette atmosphère de crise, et l'Humanité n'a pas été, jusqu'à présent, capable de produire les antidotes à la crise du libéralisme. ...

La victoire du libéralisme économique, contre l'engagement de l'Humanité à Rio 92 d'assumer ses propres problèmes écologiques, a fini par accélérer les crises écologiques, qui ont elles-mêmes

¹ <http://gaiapresse.ca/analyses/rio-kyoto-montreal-copenhague-varsovie-un-echec-qui-se-repete-358.html>

² Pour une mise en contexte du présent texte, voir « L'échec du mouvement sociale et la nécessaire transition sociale de la société » - <http://www.harveymead.org/2013/12/17/la-necessaire-transition-sociale-de-la-societe/>

³ Alain Lipietz, « De Rio 1992 à Rio 2012 : qu'est-ce qui a changé ? ». <http://www.eve.coop/?a=148>

déclenché la crise financière du libéralisme puis la crise économique du libéralisme. ... Mais aussi, je vais vous annoncer une bonne nouvelle : c'est que les solutions aux crises écologiques (solutions qui viennent d'être esquissées dans les exposés précédents) sont aussi des solutions à la crise économique.

Ce modèle qui dévore déjà la planète et qu'on ne peut pas élargir à toute la population, comment a-t-il fait pour se prendre les pieds dans le tapis ? De deux façons : par une crise énergie-climat et par une crise alimentation-santé. ... Voilà la double crise que nous devons affronter, que Rio 2012 devrait affronter. Malheureusement, comme vous le savez déjà, les multinationales, les forces du modèle 1980/2010, celles qui ont détruit la planète, ont déjà préempté le résultat du Sommet de la Terre de 2012.

Non seulement le mouvement environnemental a-t-il connu l'échec, mais le mouvement social aussi – Lipietz pourrait difficilement être plus clair. Comme nous le verrons, Lipietz met beaucoup trop d'accent, par contre, sur le néolibéralisme en décrivant les causes de l'échec global, même si cette grande orientation économique et politique a donné lieu directement à plusieurs crises sociales. Mais Lipietz voit plutôt juste en soulignant que les solutions aux crises écologiques sont aussi des solutions à la crise économique. En effet, mais pas tout à fait comme Lipietz le pense, les crises écologiques exigent un nouveau modèle économique, et non seulement une correction du néolibéralisme.

Peu importe les autres pistes, les autres objectifs, c'est la sobriété, en raison des contraintes écologiques, qui marquera l'avenir des sociétés. David Suzuki est intervenu à peu près en même temps que Lipietz pour souligner⁴ ce premier aspect de Rio+20, son constat de l'échec des promesses de Rio 1992. Il s'agit finalement du thème qui inspire la création de mon site web, soit que nous devons constater l'échec du mouvement environnemental⁵ et nous préparer pour les conséquences de cet échec en ciblant un nouveau paradigme économique *et* social.

De nombreuses organisations de la société civile et des leaders écologiques intervenaient en 2011-2012 dans l'espoir de maintenir l'intérêt pour le développement durable, la possibilité d'un tel développement, et pour reprendre l'initiative lors de Rio+20 : Forum francophone préparatoire à Rio+20, avec Christian Broghag, ancien délégué interministériel au développement durable (2004-2008); des interventions de Brice Lalonde, ancien député vert européen et ministre français et alors organisateur/dirigeant de Rio+20; Dominique Bourg et l'accent sur l'économie circulaire; Alain Lipietz lui-même, autre ancien député vert du Parlement européen, avec son *Green Deal*⁶.

⁴ <http://www.davidsuzuki.org/fr/blogues/la-science-en-action/2012/05/-lechec-fondamental-de-lenvironnementalisme/>

⁵ <http://www.harveymead.org/2013/01/10/224/>

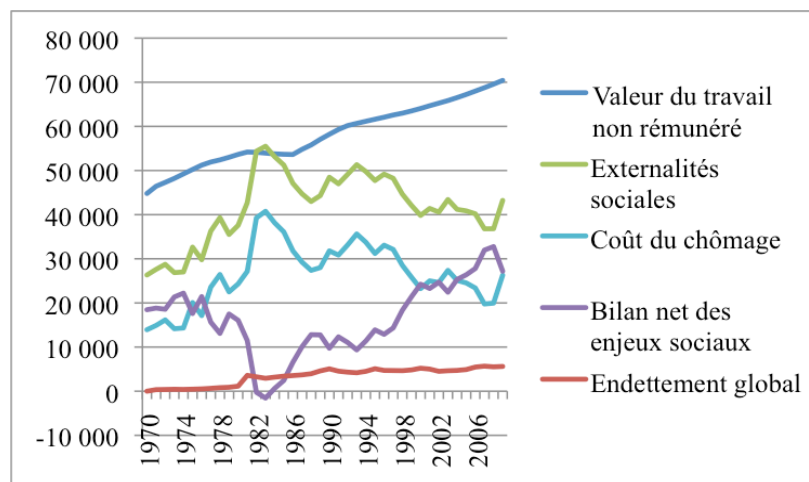
⁶ Alain Lipietz, *Green Deal : La crise du libéral-productivisme et la réponse écologiste*, La Découverte, 2012. Nous n'en parlerons que peu, mais Lipietz se révèle un économiste hétérodoxe qui confond, finalement, la crise occasionnée par le modèle libéral-productiviste et les crises plus profondes occasionnées par le modèle économique de base et qui dépend de la croissance

Pour le mouvement social, il s'agissait en priorité des « Rencontres du Mont-Blanc » (RMB), dont celle de novembre 2011 qui avait déjà établi les assises des interventions en vue du sommet. Le document d'orientation de cette rencontre s'intitulait *La planète n'y arrivera pas si on ne change pas de modèle ! La contribution de l'économie sociale et solidaire à l'heure de Rio+20 : Une réponse aux challenges posés par la crise*⁷.

Finalement, tout ce travail reconnaissait le bilan, un constat d'échec des mouvements sociaux depuis des décennies, à l'instar de l'échec du mouvement environnemental. Et Lipietz et Lalonde constataient déjà la prise de contrôle de l'événement par les milieux économiques et les organisations internationales qui cherchaient à maintenir le modèle économique dominant, cela en faisant intervenir l'idée de « l'économie verte » comme successeur à celle du « développement durable ».

La Figure 1 fournit une idée de ce qui est en cause, en prenant le cas du Québec : chômage, endettement et inégalités mais, presque une surprise, une contribution du travail non rémunéré qui constitue la plus importante composante parmi les « externalités » traitées par l'Indice de progrès véritable du Québec (IPV) – et elle est positive.

Figure 1 : L'échec social, cas du Québec⁸



continue de la consommation de ressources. Son adhésion au discours de l'économie verte est déjà claire dans *Face à la crise : l'urgence écologique* (textuel, 2009).

⁷ <http://cdurable.info/L-Economie-Sociale-et-Solidaire-une-reponse-aux-enjeux-internationaux.html>

⁸ Figure tirée de la Conclusion de Mead (collab. Marin), *L'indice de progrès véritable : Quand l'économie dépasse l'écologie* (MultiMondes 2011), p.327; ce travail traite des inégalités de façon séparée, dans une annexe, mais insiste sur leur présence dans le portrait. Les échecs dont il est question dans ce texte ne sont peut-être pas aussi dramatiques au Québec qu'ailleurs. Les figures ne font qu'en décrire les paramètres.

Lipietz l'écologiste et économiste ne voit dans l'échec des trente années de néolibéralisme qu'une bataille perdue, et non la guerre : « Je peux vous le dire, elles ne l'emporteront pas au paradis ! », disait-il à ses auditeurs à Joliette. Le mouvement social a également insisté sur le maintien de la pression : « En 1992, la Conférence de Rio portait surtout sur l'écologie et l'environnement, expliquait Thierry Jeantet, le président du conseil d'administration des Rencontres du Mont-Blanc au moment de la rencontre de Joliette. Mais, en 2012, la Conférence porte maintenant sur le développement durable, et aujourd'hui le monde associatif y a pleinement sa place. Celui-ci cadre parfaitement avec le développement durable, puisqu'il allie l'économie, l'écologie et la dimension sociale »⁹. Jeantet faisait référence entre autres à un document où le mouvement associatif présentait un plan de travail en cinq chantiers et 20 propositions à l'issue de la RMB de novembre 2011¹⁰.

En effet, le mouvement social prenait conscience de la crise écologique pendant les années précédant Rio+20. Louis Favreau et Michel Hébert le soulignent dès le départ dans leur récent livre : « Nous ne sommes pas des écologistes; nous sommes deux chercheurs, un sociologue et un économiste, dont les conditions de travail scientifique ... ont été et sont toujours inscrites dans le mouvement syndical et le mouvement coopératif »¹¹. Ce type de constat menait justement à l'invitation à un écologiste pour animer la conférence de Joliette.

Suzuki est intervenu après Rio+20 aussi¹², pour souligner également l'échec de l'effort de relance, deuxième objectif de Rio+20. Cet échec s'annonçait face aux discours omniprésents sur l'économie verte qui ne faisaient que reprendre les discours de Rio 1992 sans s'attaquer aux causes de l'échec des efforts découlant de ces mêmes discours. Pour Suzuki, l'échec monte à environ 50 années, et non les 30 mises en évidence par Lipietz et son modèle 1980/2010. J'en ai fait le même bilan dans « Échec et mat : la fin du mouvement environnemental selon Jeff Rubin »¹³ en insistant que l'échec du mouvement environnemental peut être associé à plus de quatre décennies d'effort, remontant aux années 1960 et aux travaux du Club de Rome dans *Halte à la croissance* de 1972 comme référence phare.

Ce que l'on doit constater, de la part de l'écologiste invité autant que du mouvement associatif lui-même, est une certaine déficience de perspective. Lipietz cible le néolibéralisme en proposant le nouveau paradigme, plutôt que le modèle économique lui-même qui dominait également

⁹ <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/348029/l-economie-quebecoise-solidaire-sera-presente-a-rio-20>

¹⁰ http://www4.uqo.ca/ries2001/gesq/fichiers/RMB_2011/RMB%202011%20-%20lettre%20aux%20Chefs%20d'Etat.pdf

¹¹ Louis Favreau et Mario Hébert, *La transition écologique de l'économie : La contribution des coopératives et de l'économie solidaire*, Presses de l'Université du Québec, 2012, p.24. <http://www.puq.ca/catalogue/livres/transition-ecologique-economie-2414.html>

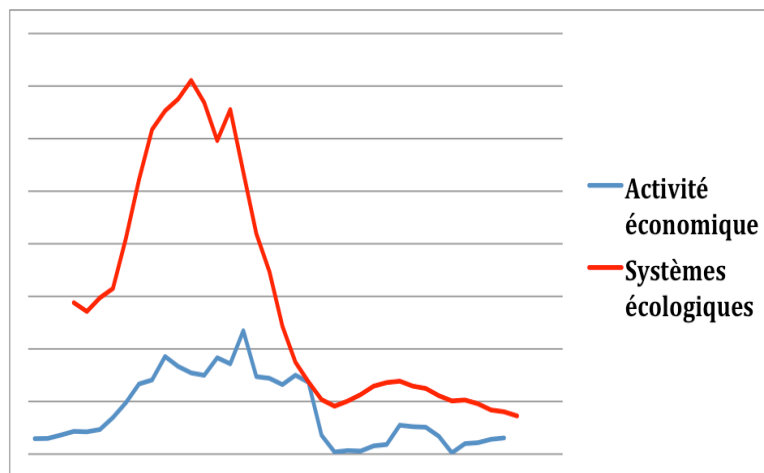
¹² http://www.huffingtonpost.ca/david-suzuki/rio20_b_1616430.html

¹³ http://gaiapresse.ca/analyses/echec-et-mat-la-fin-du-mouvement-environnemental-selon-jeff-rubin-290.html#_ftn2

pendant les Trente glorieuses; les économistes hétérodoxes au Québec font la même analyse et la même critique, et manquent une vision adéquate des véritables fondements des crises¹⁴.

La figure 2 fournit un portrait de la situation telle que décrite par les analyses de l'Indice de progrès véritable et de l'empreinte écologique. De façon générale, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le développement des pays riches amène inéluctablement un effondrement des écosystèmes planétaires. Dans une inconscience inhérente au modèle, cet effondrement se poursuit pendant que les activités économiques qui en sont la cause maintiennent l'apparence d'un certain « progrès ». La crise écologique n'est pas qu'un phénomène qui accompagne les dérapages du néolibéralisme.

Figure 2 : Anti-modèle de développement en cours



Le graphique est une version de celui qui décrit le phénomène de l'effondrement de la pêche à la morue tel que présenté dans *L'indice de progrès véritable du Québec : Quand l'économie dépasse l'écologie* (p.171). L'effondrement des stocks (courbe rouge) était en cours alors que les indices économiques (courbe bleue) se sont maintenus pendant quelques années. Le coût de l'effondrement des stocks de morue était le moins important de tout le calcul de l'IPV, mais ce que sa représentation graphique suggère est une situation en cours à l'échelle planétaire...

Marquant leur propre échec, les groupes environnementaux du Québec n'ont pas réussi à profiter de l'énorme succès momentané du Jour de la terre 2012 (quelques semaines *avant* Rio+20)¹⁵,

¹⁴ Voir « Pour sortir du désastre : l'économie biophysique comme approche de base » <http://www.economieautrement.org/spip.php?article217>, une réflexion sur *Sortir de l'économie du désastre : austérité, inégalités, résistances*, M Éditeur, 2012. Parmi les économistes hétérodoxes, Lipietz est peut-être le meilleur critique de l'économie verte, montrant sans cesse le caractère presque illusoire de ses orientations face au modèle de base qu'il n'arrive pas à bien identifier comme la cause de tous nos maux. Sa présentation d'une société « industrielle » est une version voilée de ce que nous sommes amené à appeler une société paysanne et villageoise.

¹⁵ <http://www.harveymead.org/2013/04/22/celebrons-le-jour-de-la-terre/>

entérinant quelques semaines *après* l'événement l'approche de l'économie verte dans leur plateforme pour la campagne électorale de 2012. Et par rapport aux composantes de la crise écologique, clairement identifiées dans *Halte à la croissance*, Lipietz ne leur reconnaît pas cette origine dans *Green Deal*, attribuant de façon erronée à *Halte* une reconnaissance limitée surtout aux problèmes de la rareté des ressources (p.33); il voit une reconnaissance des impacts (pollution, pluies acides, émissions de GES) comme venant beaucoup plus tard, surtout à Rio en 1992. Quant à Favreau et Hébert¹⁶, ils transforment l'intervention de 1972, un argumentaire soutenu pour une reconnaissance de l'impossibilité d'une croissance exponentielle dans un monde fini, en un questionnement - le titre qu'ils lui assignent est *Halte à la croissance?*, et le point d'interrogation est important pour eux (41).

Ce retour dans le passé n'est pas qu'une correction et une sorte de précision concernant un élément de l'histoire des deux mouvements. Il souligne le fondement des orientations du mouvement social face à son échec. Les Rencontres du Mont-Blanc semblent découvrir le « développement durable » en 2011 et leur compréhension en semble trop influencée par la généralisation presque banale à l'effet qu'un développement est durable s'il tient compte d'un ensemble de facteurs sociaux, environnementaux et économiques. Elles ne constataient ni que cette initiative remontait directement aux travaux de la Commission Brundtland dans les années 1980 et son rapport de 1987, ni que le premier Sommet de Rio de 1992 représentait la mise en œuvre de ce rapport sur le développement durable au cinquième anniversaire de sa publication. Leur adhésion à l'économie verte pour chercher des pistes de solution ne constitue qu'un changement de la terminologie face à une initiative que l'on doit constater cliniquement morte¹⁷, pour ceux qui en suivent les résultats depuis maintenant 25 ans et plus.

Le présent texte cherche à mettre l'accent sur la transition *sociale* de l'économie, de la société, en refusant la proposition que la « transition écologique », telle qu'esquissée par Lipietz et adoptée par les adhérents à l'économie verte, est possible. Mais contrairement aux contraintes auxquelles l'échec du mouvement environnemental nous confronte, celui du mouvement social a le potentiel de transformer l'avenir, possédant des orientations qui ne sont pas que contraignantes. Pour que cette transformation s'opère, il faut voir que nous sommes devant une transition *sociale*, et cela non seulement de l'économie mais de la *société* dans laquelle la société s'insère. La prochaine section porte non seulement sur le titre, mais sur la pensée, de Favreau et Hébert.

¹⁶ *La transition écologique de l'économie : La contribution des coopératives et de l'économie solidaire*

¹⁷ Comprendre le sens de ce terme est de plus en plus difficile en lisant la multitude d'articles et de documents où il est couramment utilisé. On en voit un bon exemple de la confusion qui en consacre sa mort dans le cahier spécial du *Devoir* du 16-17 novembre paru pendant la rédaction de ce texte. Le cahier s'intitule « Environnement : Développement durable » et comporte en page couverture un article qui porte sur le « virage vert ».

2. La société confrontée à la crise écologique

Pour souligner les graves lacunes dans les discours de Rio+20, je suis intervenu déjà¹⁸ avec des arguments repris dans la première section. La situation post Rio+20 mérite maintenant analyse et commentaire. Pendant ses décennies d'efforts pour faire dévier la marche de l'économie mondiale vers une prise en compte des contraintes écologiques, le mouvement environnemental se trouvait bien trop souvent coupé de liens avec les populations qui subissaient les conséquences du mal développement de l'humanité. Cette situation commence à changer.

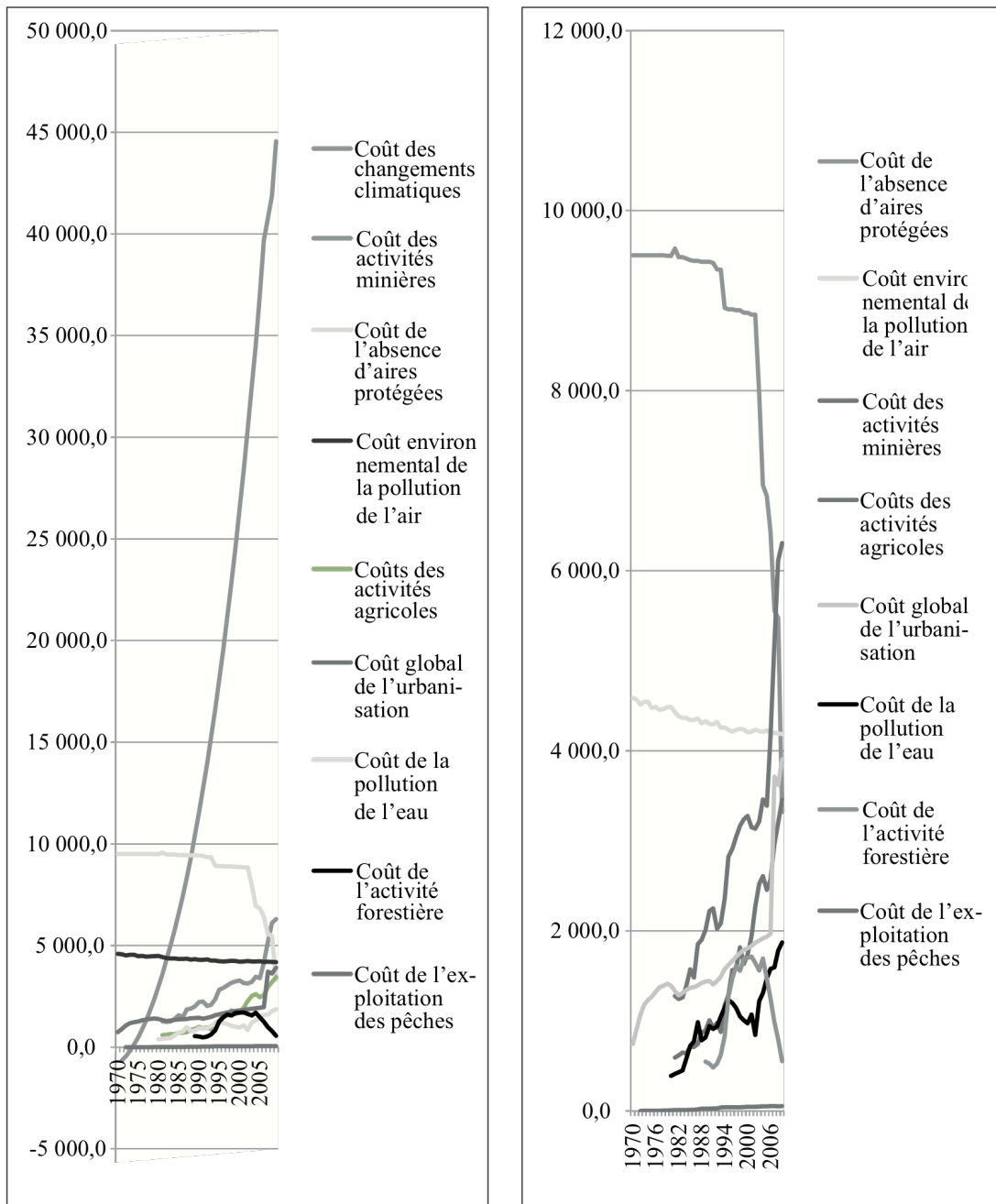
En parallèle, le mouvement social cherchait justement à améliorer directement le sort de ces populations, cela en négligeant bien trop souvent ces contraintes écologiques. Le constat d'échec du mouvement environnemental se conjugue de nos jours avec l'échec correspondant de cet autre mouvement, social. Ce constat appert à quiconque fait le bilan des dernières décennies d'activité économique impressionnante, cela en fonction de bénéfices accrus mais différenciés aux populations des différents pays, que ceux-ci soient les riches, ou que ceux-ci soient les pauvres.

Il est frappant de constater en même temps, en regardant du côté du mouvement environnemental, que le mouvement social a eu le défaut de l'autre. Comme les environnementalistes, les militants du mouvement social connaissent aujourd'hui les grandes lignes de leur bilan négatif, mais continuent dans la poursuite de ces mêmes efforts d'améliorer leurs sociétés. Et comme presque l'humanité entière (à l'exception des économistes et des leaders politiques), ces militants ont pris conscience des catastrophes écologiques en cours et cherchent à intégrer dans leur réflexion une réponse appropriée à leurs constats récents.

La figure 3 brosse le portrait, pour le cas du Québec, de ce qui, au plan mondial, sont justement des catastrophes. Les coûts des changements climatiques sont tellement importants dans le portrait qu'il faut un deuxième graphique pour présenter la répartition des autres coûts.

¹⁸ <http://gaiapresse.ca/analyses/le-paradigme-economique-et-ses-defis-une-reductio-ad-absurdum-pour-rio20-280.html>

Figure 3 : L'échec environnemental, cas du Québec¹⁹



¹⁹ Figure tirée de la Conclusion de *L'indice de progrès véritable : Quand l'économie dépasse l'écologie*, p.329. Comme déjà noté, les échecs dont il est question dans ces textes ne sont peut-être pas aussi dramatiques au Québec qu'ailleurs. Les figures ne font qu'en décrire les paramètres.

Le travail des organismes internationaux en préparation de Rio+20 a réussi à mettre « l'économie verte » et « la croissance verte » à l'agenda non seulement des milieux économiques mais aussi à celui de la société civile, du mouvement environnemental et du mouvement social. Elles constituent pourtant le déni des fondements des crises reconnues. Le résultat est assez souvent surprenant, voire désolant.

Tous les efforts mentionnés dans la première section cherchaient à promouvoir des orientations que j'ai déjà essayé de mettre en perspective²⁰. À aucun moment les organisations du mouvement social impliquées dans les préparatifs pour Rio+20 n'ont montré qu'ils comprenaient les fondements des catastrophes écologiques qu'elles arrivaient de reconnaître dans le modèle économique lui-même qui exige une croissance sans fin de l'activité économique. C'était précisément l'absurdité, voire la tragédie de l'adhésion à cet objectif que *Halte à la croissance* soulignait 40 ans plus tôt, ses auteurs l'ayant déjà vu à l'œuvre pendant les Trente glorieuses.

La transition écologique de l'économie : La contribution des coopératives et de l'économie solidaire est sorti dans le sillage de Rio+20 et adopte d'emblée ces orientations et ce discours. La lecture de cet ouvrage de Louis Favreau et Mario Hébert permet donc de faire le point sur la situation post Rio+20, le prenant comme un exemple de plusieurs interventions du mouvement social depuis un certain temps.²¹ Ces auteurs arrivent dans les dossiers sans réaliser pleinement que le mouvement environnemental s'y débat depuis des décennies. Ils adoptent la croissance verte, et ils intègrent cela dans une (re)découverte du « développement durable ».

Ce faisant, ils suivent les nombreux acteurs du mouvement environnemental qui cherchent l'espoir que semble offrir l'économie verte. Finalement, les deux mouvements sont pris dans une certaine inertie qui les mène à maintenir leurs modes d'intervention vieilles de maintenant plusieurs décennies. Reste que le mouvement environnemental a eu le temps de constater les grandes failles dans l'effort de rendre le « développement durable » une approche méritant un appui de tous les instants.

Voilà Favreau et Hébert en plein dedans, avec une inertie propre au mouvement social, mais cherchant à y intégrer les enjeux écologiques. Dans le premier chapitre du livre, ils reprennent le survol des dernières décennies esquissé par Lipietz. D'une part, cela semble aller de pair avec un certain rétrécissement de leur perspective, alors qu'ils constatent que le développement durable arrive véritablement sur la scène – pour eux - dans la première décennie du nouveau millénaire (p. 37). Il est, finalement, difficile de vraiment savoir ce que signifie le terme « développement durable » dans leur ouvrage, mais il semble être une nouvelle transformation de ce concept alors que les auteurs acceptent l'initiative de « l'économie verte ». D'autre part, ils soulignent : « Nous nous plaçons dans une perspective internationale et de conjoncture longue », voyant la nécessité

²⁰ <http://www.economieautrement.org/spip.php?article207>

²¹ Les auteurs sont des sommités dans le mouvement, des gens dont les acquis et les contributions ont marqué plusieurs décennies d'efforts (tout comme c'est le cas des intervenants du mouvement environnemental). Ni mon constat de l'échec du mouvement environnemental ni la critique de ses militants, dont de nombreux anciens collègues, dans leur poursuite du mouvement déchu dans ses fondements mêmes, ne se fait avec plaisir. Ce n'est pas non plus un plaisir d'intervenir dans le présent constat de l'échec du mouvement social

d'interventions « de longue haleine » (p. 38). Ceci ouvre la voie pour leur survol de la période 1980-2010 dans le premier chapitre, mais semble également marquer leur volonté de poursuivre dans l'après Rio+20, sans voir l'urgence que nous mettons de l'avant dans ce texte et sur notre site web – urgence sur laquelle Lipietz insiste.

Le livre se présente par la suite en fonction de réflexions sur les cinq chantiers des Rencontres du Mont-Blanc. Pour les deux chapitres qui touchent les enjeux écologiques, les réflexions partent de l'analyse de Lipietz à l'effet que nous sommes devant une crise énergie-climat et une crise alimentation-santé. Favreau et Hébert présentent le cadre pour leur analyse de ces deux grands chantiers dans le deuxième chapitre : « La crise du modèle économique dominant : Le virage écologique s'impose »²².

Les auteurs y concluent que le Green Deal de Lipietz « induit la nécessité d'une très forte mobilisation des mouvements sociaux sur l'urgence écologique » (39-40). Cette mobilisation est définie en fonction d'un portrait des enjeux écologiques qui sont sur la scène, pour le mouvement environnemental, depuis des décennies. Les auteurs critiquent surtout le libéral-productivisme (ou néolibéralisme) qui fait ses ravages depuis une trentaine d'années. Par contre, ils insistent que le modèle qu'il faut avoir en vue pour la mobilisation en est une qui vise l'ensemble de la population, surtout celle qui vit d'une « économie de la débrouille » dans un grand nombre de pays. Comme nous verrons, ce n'est vraiment pas le néolibéralisme qu'il faut cibler en priorité à cet égard.

Ils concluent: « la croissance, dans cette perspective, est nécessaire au développement.... Cependant, si la croissance est trop liée à une économie capitaliste de marché, elle n'offre aucune garantie d'être une source de développement » (40). Le problème fondamental de cette conclusion est son insistance sur le rejet du modèle néolibéral pour répondre aux populations pauvres de la planète, alors que c'est justement le modèle économique de base qui fait de plus en plus défaut, en ces propres termes, et qui est à l'origine des crises écologiques et sociales ciblées. L'insertion plutôt mal définie de la « transition écologique » se trouve dans le petit bout de phrase à l'effet qu'il ne faut pas que la croissance soit « trop liée » à une économie de marché. En effet, il est plutôt difficile de voir la façon dont les auteurs ciblent le modèle économique dominant, mais ils semblent trouver son expression vers la fin du livre : « Les coopératives ne sont pas là pour remplacer ce que Ricardo Petrella nomme si justement «l'économie capitaliste de marché». Elles peuvent cependant offrir une alternative et endiguer l'influence du modèle économique dominant dans plusieurs secteurs » (129)²³.

On confronte ici la nécessité de mieux comprendre l'échec du mouvement social, et davantage celui du mouvement environnemental. Le modèle économique de base qui nécessite la

²² Nous y revenons dans la troisième section. Bien que Lipietz, et les auteurs ici, ciblent certains enjeux particulièrement importants, la figure 3 montre que c'est l'ensemble de l'activité économique encadrée par le modèle actuel qui est en cause et que des efforts d'intervenir sectoriellement se butent à la reconnaissance que le modèle s'applique partout.

²³ Il y a une confusion dans le langage du livre sur le rôle que pourront jouer les coopératives et les autres institutions de l'économie sociale. Voir pages 71 et 81, page 30 où il est question de « transformer » le modèle et la page 42 où il est question de le « reconvertir ».

croissance, qui domine depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, est finalement en cause, que les auteurs le voient ou non. Et c'est précisément face au besoin de *remplacer* ce modèle et de *transformer* les sociétés que le mouvement social et solidaire peut se juger en mesure de contribuer. C'est justement l'alternative qu'il faudra, pour une importante partie de l'activité des sociétés sobres de l'avenir.

Déjà pendant les Trente glorieuses, les pays riches ne réussissaient pas à inclure un très grand nombre de pays pauvres dans leur élan. En fait, la pauvreté était un résultat plutôt direct des exigences du modèle économique, fondé sur des idées maîtresses comme l'innovation, la productivité, la croissance et la production pour la consommation. Dans l'esprit de concurrence absolument fondamental au système, ils ne pouvaient s'occuper outre mesure des pays qui ne profitaient pas des « progrès » impressionnants connus dans les pays riches, qui ne pouvaient concurrencer ceux-ci. L'arrivée du modèle libéral-productiviste (terme préféré par Lipietz) et l'essor de la mondialisation n'ont fait qu'augmenter les écarts déjà bien inscrits dans le bilan.

Depuis trente (autres) années, le bilan s'applique de façon assez évidente aux populations des pays riches aussi, et l'échec du mouvement social s'avère : on pouvait espérer que le succès dans ces derniers puisse se répandre, même si lentement, aux pays pauvres, mais l'arrivée du contraire, les grandes inégalités au sein même des pays riches, a sonné le glas du modèle, pour tous ceux qui cherchaient une certaine justice dans le monde. L'échec du mouvement environnemental, tributaire des grands « succès » des dernières décennies dans l'exploitation des ressources, dont l'énergie, et la création de la société de consommation, nous ramènent à ce modèle de base comme cible. Ce ne sont pas seulement les méchants néolibéraux qu'il faut cibler, mais les économistes hétérodoxes aussi dans leur adhésion presque instinctive au modèle de croissance.

3. La transition sociale, parce qu'il n'y a pas de transition écologique

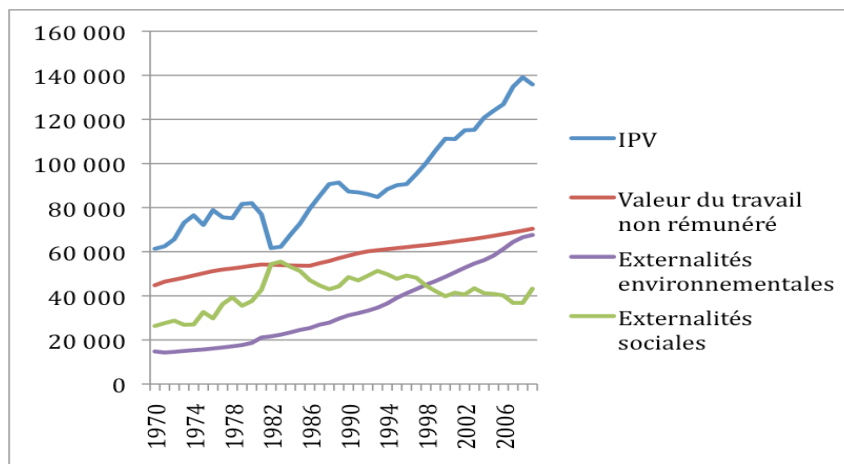
Le travail de Favreau et Hébert s'identifie comme une prise de connaissance des crises écologiques et une esquisse de la contribution qu'ils pensent que le mouvement social peut faire en réponse à ces crises. Finalement, la contribution paraît beaucoup plus être une sorte de « reconstruction » des sociétés face aux effondrements écologiques, sociaux et économiques qui s'annoncent.

Nous avons souligné dans la deuxième section que la présentation de Favreau et Hébert de la « transition écologique de l'économie » suit Lipietz et les économistes hétérodoxes québécois dans leur critique du modèle néolibéral. Le néolibéralisme est clairement responsable en grande partie de l'échec du mouvement social dans sa recherche depuis des décennies d'une société plus juste, mais la critique de ce modèle ne saisit pas le rôle du modèle économique de base lié dans ses principes aux crises elles-mêmes. La « transition » qu'il faut chercher pour nos sociétés doit tenir compte des crises écologiques et du modèle économique qui est à leur origine, et ce modèle n'est pas celui néolibéral.

Nous avons déjà présenté dans les figures 1 et 2 un portrait de certains éléments problématiques pour les mouvements social et environnemental dans le bilan du Québec des dernières décennies. La figure 4 donne à ces éléments une perspective plus globale. Ce qui est frappant est la valeur contributive par le travail non rémunéré. Cet élément *positif* du portrait constitue une sorte de contrepoids, en termes monétaires, à l'ensemble des impacts environnementaux et sociaux de

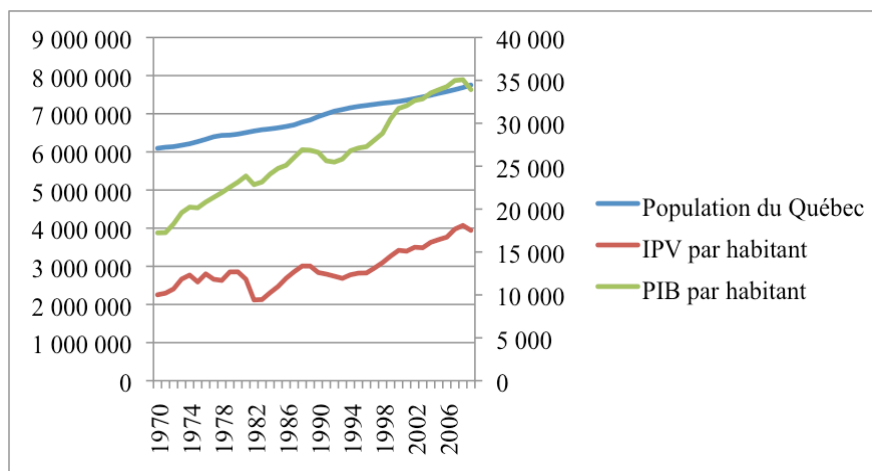
notre développement, et fournit une indication de l'importance de l'économie sociale à la nouvelle société de sobriété que nous voulons voir dessinée.

Figure 4 : Une place pour l'économie sociale, cas du Québec²⁴



Le coût de l'ensemble des externalités environnementales élimine du portrait la contribution du travail non rémunéré. L'IPV, le bilan net des coûts sociaux et environnementaux et la contribution du travail non rémunéré, reflète un certain niveau de bien-être en raison de sa composante de base, la partie « consommation » (ou dépenses personnelles) du PIB. Ce niveau de bien-être est environ la moitié de ce qui est suggéré par le PIB.

Figure 5 : Le PIB et l'IPV qui le corrige comme indicateur de bien-être



Même ce niveau ne tient pas compte de l'importance de notre empreinte écologique, reflétée justement par la partie « consommation » du PIB. L'ensemble fournit l'indication que les crises viennent du modèle économique de base lui-même.

²⁴ Comme pour les autres figures, tirée de la Conclusion de *L'indice de progrès véritable : Quand l'économie dépasse l'écologie*, ici p.331. C'est le cas pour la figure 5 aussi, p.323.

C'est dans ce contexte qu'un regard aux deux chapitres dans le livre de Favreau et Hébert sur les deux grands enjeux écologiques qu'ils ciblent permet de voir plus clairement les défis inhérents dans la dominance continue du modèle de base.

La crise énergie-climat

Dans le quatrième chapitre du livre, il devient crucial pour les auteurs de voir les solutions aux crises (écologiques) comme un effort « d'endiguer l'influence du modèle économique dominant » (129) dans sa forme néolibérale (ou libéral-productiviste – mais Lipietz présente une analyse beaucoup plus fondamentale des crises, en dépit des impressions laissées par son discours à Joliette). Presque tout le texte est fonction des torts imposés à l'humanité par les mauvaises orientations et les mauvaises politiques du néolibéralisme. C'est une répétition de la critique des économistes hétérodoxes face au « désastre » du ce modèle, dont les économistes de l'Institut de recherche sur l'économie contemporaine (IRÉC).

Ce qui est pourtant clé pour l'analyse est le fondement de nos économies dans les énergies fossiles, et les auteurs ne réussissent pas à y mettre l'accent. Le chapitre sur la crise énergie-climat débute en constatant que « l'enjeu du réchauffement climatique est entré dans l'espace publique international avec plus de force et d'intensité avec Copenhague 2009 » (69). En fait, Copenhague consacrait l'échec de 20 ans d'efforts cherchant à s'attaquer à cette crise. Cette conférence (et plus récemment Varsovie) démontraient la contradiction inhérente dans l'objectif de contrôler les émissions de gaz à effet de serre par des adaptations du modèle économique actuel, par des efforts visant à « l'endiguer ». Nos sociétés, et nos économies, sont inextricablement liées à l'accès à ces formes d'énergie exceptionnelles que sont les combustibles fossiles, et rien dans l'ensemble de discours qui continuent après Rio+20, à chercher des solutions par cette voie, ne tient la route. Nous avons déjà souligné l'intérêt du texte de Tim Morgan, *Perfect Storm : Energy, Finance and the End of Growth*, pour sa conclusion que nous sommes devant une « récession permanente » en raison de la contradiction en présence²⁵.

Enrayer les changements climatiques prendra des « modifications de grande envergure » dans l'économie, disent les auteurs (70), en soulignant dès la première page du chapitre que c'est l'économie verte qui doit émerger de ces modifications. La « définition » de cette économie se trouve, suivant la Confédération syndicale internationale, dans l'encadré de la page 70, où il est question, pour l'essentiel, de « la justice sociale, la protection sociale et le travail décent ». Suivant certaines pistes fournies par Lipietz et d'autres, l'accent est sur les emplois, et l'encadré consacre d'une certaine façon l'échec du développement durable en prenant presque ses propres termes pour faire son nouvel habit : « Un emploi vert est un emploi qui réduit à des niveaux soutenables les impacts environnementaux des entreprises et des secteurs économiques, tout en garantissant à toutes les personnes intervenant dans la production des conditions décentes de vie et de travail, ainsi que le plein respect de leurs droits ».

Il n'est presque pas nécessaire de décortiquer le reste du chapitre, tellement les auteurs ne semblent pas concevoir l'envergure de ce qui est en cause dans leurs propos, où les enjeux sociaux dominent jusqu'à l'exclusion dans l'encadré de toute référence au défi énergétique. Une

²⁵ Tim Morgan, *Perfect Storm : Energy, Finance and the End of Growth*, Tullet Prebon, 2013. <http://ftalphaville.ft.com/files/2013/01/Perfect-Storm-LR.pdf>

première section propose la recherche d'alternatives à notre dépendance à l'énergie fossile et un moratoire sur le développement de ces énergies au Québec - nulle indication qu'ils reconnaissent ce que signifie une dépendance à la hauteur de 53 % de notre société québécoise de ces énergies, qu'elles viennent d'ici ou d'ailleurs.²⁶

Et la section suivante porte sur la proposition de mettre des monorails entre les voies des autoroutes du Québec. Le recours à la proposition de l'IRÉC ne reconnaît pas qu'il s'agit d'une proposition de développement économique tout à fait dans le moule du modèle économique qui doit être « endigué » (sauf qu'ils ne distinguent pas entre le modèle néolibéral et le modèle de base), un développement à caractère industriel qui est verdi en surface par l'idée que c'est du « transport en commun » mu par de l'électricité ; en fait, le transport en commun est une urgence *dans* les villes, et non pas *entre* les villes, et partout ailleurs sur la planète (des marchés pour l'expertise québécoise éventuelle, dans la pensée de l'IRÉC) le monorail serait mu par une électricité à base de charbon ou de gaz. Sans prétendre avoir influencé quiconque (ni obtenu la moindre critique de mes propos), je suis déjà intervenu pour dénoncer cette initiative qui nous détourne des enjeux cruciaux et urgents de notre situation, de la crise de l'énergie-climat²⁷. Le directeur général de l'IRÉC était un autre conférencier à la rencontre de Joliette...

Après la présentation de quelques exemples dans le Sud, tout à fait intéressants mais sans commune mesure avec l'échéancier et la taille des défis, le chapitre passe à un autre encadré : « Faire émerger une filière environnementale qui pourrait *remplacer* l'industrie pétrolière » (81, nos italiques). Il s'agit d'un extrait de la présentation d'une autre conférencière à la rencontre de Joliette, celle-ci issue du mouvement environnement. Elle souligne que « c'est dans ces projets que l'idée de développement durable prend tout son sens ».²⁸

Le tout est plutôt cohérent, le rejet des fondements de l'économie écologique par une bonne partie du mouvement environnemental (y compris par la Fondation Suzuki) des propos de David Suzuki sur l'économie verte et sur Rio+20, tout comme par le milieu des économistes hétérodoxes dans la lignée de Lipietz (même si celui-ci voit plus clair). Il fallait bien que Favreau et Hébert, parmi nos leaders dans le mouvement social, se fassent accompagner dans leur intégration de la crise écologique dans leur réflexion. Malheureusement, on peut avoir une idée du problème de ce chapitre dans la suggestion que quelque chose puisse « remplacer l'industrie pétrolière ».

²⁶ Tout récemment, Renaud Gignac a produit pour l'IRIS une analyse du « budget carbone » des sociétés, dont le Québec. Sur une base équitable sur le plan planétaire, même l'objectif (irréalisable dans les circonstances actuelles) du gouvernement du Québec d'une réduction des émissions de GES de 25 % en 2020 est insuffisant pour tenir le réchauffement en-dessous de 2 degrés Celsius; il faudrait une réduction de 40 %... - <http://www.iris-recherche.qc.ca/publications/budgetcarbone>

²⁷ http://www.economieautrement.org/IMG/pdf/mead_-_OCDE_2050-IREC_v-3_31v12.pdf et <http://www.economieautrement.org/spip.php?article224>

²⁸ Nous avons suggéré dans la deuxième section que les environnementalistes ont vu les failles dans l'idée du développement durable au fil des trois décennies où c'est à l'ordre du jour pour eux, mais nous devons admettre que cela n'est pas universel.

Ce serait la même chose pour le niveau international, où la Confédération syndicale internationale, dont les propos transforment le « développement durable » en « économie verte » au début du chapitre, revient avec une vision de l’Afrique du Sud où on verrait dans les prochaines années une croissance économique « à tous les niveaux de l’économie verte, dans l’agriculture, l’industrie minière et l’industrie »²⁹ - avec une énergie « verte » à hauteur de 30% contre un recours à l’énergie fossile pour cette *nouvelle* croissance à hauteur de 70% (83). Copenhague a montré les vrais enjeux du réchauffement climatique ?

La crise alimentation-santé

Le cinquième chapitre poursuit dans la présentation d’exemples d’intervention tout à fait intéressants, mais sans jamais fournir le portrait de la taille des enjeux auxquels ils sont censés fournir des réponses³⁰. Fidèle à la littérature de promotion de l’économie verte, les exemples représentent des versions contemporaines d’interventions proposées par le mouvement environnemental et paysan depuis des décennies, mais cela sans succès à une échelle pertinente. Sans fournir une présentation qui soutient les propos, les auteurs prétendent même qu’une « révolution biologique est en cours » (92).

À cet égard, la présentation de la coopérative agricole québécoise Nutrinor constitue un exemple comportant plusieurs éléments probablement intéressants, mais dont l’argumentaire se résume à dire qu’il s’agit d’interventions « de développement durable ». Les auteurs ne savent peut-être pas que quelque 150 entités du gouvernement sont obligées de présenter des plans de développement durable en fonction de l’application de la *Loi sur le développement durable* de 2006, mais prétendre que ces plans et les interventions proposées, comme les plans de Nutrinor et d’autres entreprises privées, représentent le développement que nous souhaitons, et qui pourrait s’avérer respectueux de la capacité de support de la planète, n’obtiendrait pas beaucoup d’adhésion.³¹

La transition sociale de l’avenir

Le chapitre termine avec une autre référence aux cinq chantiers et vingt propositions des Rencontres du Mont-Blanc, et cela fournit l’occasion pour une autre partie de la présente critique, celle qui porte sur les éléments du livre traitant de l’économie sociale et solidaire. Le livre de Favreau et Hébert, comme l’ensemble du travail du mouvement social, constatent l’échec de leur mouvement au fil des décennies tout en essayant d’y intégrer les constats associés à l’échec du

²⁹ Pour une idée de la contribution de la croissance économique en Afrique : <http://www.harveymead.org/2013/11/13/afro-optimisme-ou-afro-pessimisme/>

³⁰ Dans *Green Deal*, Lipietz y va dans le détail, mais toujours dans un contexte où la cible est le modèle libéral-productiviste ou néolibéral.

³¹ Dans un texte à paraître sous peu dans *Télescope*, revue de l’Observatoire de l’administration publique de l’ÉNAP, j’analyse dans le détail les différentes façons utilisées par les acteurs pour contourner des véritables contraintes liées à leurs engagements en matière de développement durable. <http://www.harveymead.org/wp-content/uploads/2013/10/LIPV-en-relation-avec-la-echerche-et-la-prise-de-decision-port-doeilleres-.pdf>

mouvement environnemental. Mais le livre ne fournit vraiment pas un portrait de la transition *écologique* de l'économie, et échoue même dans son analyse de cette économie.

L'autre côté de la médaille provient de ce qui est particulier au mouvement social. L'échec du mouvement environnemental provient du fait qu'il n'a pas réussi à faire reconnaître, dans les activités de développement des sociétés humaines depuis la Deuxième Guerre mondiale, la présence de limites physiques tout à fait externes à la volonté humaine, même si elles peuvent être aménagées jusqu'à un certain point par différentes interventions à caractère technologique. L'humanité a dépassé ces limites et doit maintenant chercher les façons de s'adapter à de sérieuses contraintes à son développement à venir. Le discours de l'économie verte rejette cette analyse, ces constats.

Pour ce qui est de l'échec du mouvement social, il est associé à des facteurs humains qui peuvent, et maintenant doivent être aménagés pour mieux tenir compte des contraintes associées à l'échec du mouvement environnemental. Le livre n'apporte pas de contribution à une solution aux crises écologiques, qui n'ont pas de « solution » autre que la transformation radicale de nos sociétés. Par contre, Favreau et Hébert, tout comme les intervenants du milieu de l'économie sociale et solidaire en général (*Green Deal* de Lipietz a une importante section sur l'économie sociale et solidaire), fournit les perspectives pour la transition sociale de l'activité humaine vers une société où l'économie sociale et solidaire remplacera pour une large part la société de consommation.

Presque sans le vouloir, le livre garde le poids de la pensée de son mouvement. La transition souhaitée sera justement sociale et ne comportera pas un endiguement du modèle économique, qui doit être plutôt remplacé. La transition se fera dans un cadre où les ressources matérielles, incluant l'énergie, seront beaucoup plus rares que pendant les dernières décennies, où les infrastructures physiques et les institutions sociales créées pendant la période mais dépendant d'une énergie exceptionnelle et bon marché seront en crise, tout comme la société elle-même dans ses activités devenues habituelles et liées comme à une drogue à un monde physique que le tout tendait à détruire au fur et à mesure de la création de ses habitudes.